

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1376 - 23 février 1989 - 2 F

D 1376 HONDURAS: ASSASSINAT DU GENERAL ÁLVAREZ

Commandant en chef des forces armées honduriennes du 26 janvier 1982 au 31 mars 1984, le général Álvarez Martínez a joué un rôle capital dans l'implantation au Honduras des forces nicaraguayennes anti-révolutionnaires soutenues militairement par les Etats-Unis (cf. DIAL D 951 et 1155). C'est lui également qui a favorisé l'implantation de bases militaires nord-américaines dans le pays. Il était connu pour son anti-communisme virulent et pour ses liens avec la secte Moon qui, à cette époque, fait du Honduras un de ses deux pivots (l'autre est l'Uruguay) de sa présence en Amérique latine (cf. DIAL D 836). Soudainement destitué par le président de la République, en raison sans doute d'une montée en puissance dangereuse pour les institutions nationales, le général Álvarez Martínez avait dû quitter le Honduras. Réfugié aux Etats-Unis, il était rentré au Honduras le 9 avril 1988 en déclarant "se repentir de ses péchés". Accusé de la "disparition" d'une certaine d'opposants, il a été abattu le 25 janvier 1989 par la guérilla des Forces populaires de libération du Honduras. Ci-dessous communiqué d' *Amnesty International* suite à l'assassinat du général.

Note DIAL

Cinq dirigeants de l'opposition, parmi lesquels des militants des droits de l'homme, ont reçu des menaces de mort d'un groupe clandestin d'extrême-droite qui aurait des liens avec les forces armées.

Ces menaces font suite à l'assassinat du général Gustavo Álvarez Martínez, ancien commandant en chef des forces armées du Honduras. Il a été abattu, le 25 janvier, devant sa maison de Tegucigalpa, par six hommes armés de mitraillettes qui guettaient sa voiture. Son chauffeur a également été tué, son gendre a été blessé. Le Movimiento Popular de Liberación- Cinchoneros - un groupe de guérilla d'extrême-gauche aurait revendiqué cet attentat.

Le général Álvarez a été le commandant en chef des forces armées entre janvier 1982 et mars 1984, date à laquelle il a été chassé de ce poste par ses collègues officiers. L'opinion publique lui attribue la création et la direction de l'armée clandestine des "escadrons de la mort" impliqués dans de nombreuses exécutions extrajudiciaires et "disparitions", entre 1980 et 1984. Il était rentré au Honduras, en avril 1988, après avoir passé la plus grande partie des quatre années précédentes en exil aux Etats-Unis.

Le lendemain de son assassinat, le 26 janvier, le programme de la radio locale "Radio América" a été interrompu par un message de Alianza de Acción Anticomunista (AAA) - organisation clandestine d'extrême-droite -, annonçant que cinq personnalités de l'opposition seraient exécutées dans les jours à venir en représailles pour le meurtre du général Álvarez. Le message déclarait, que l'AAA avait jugé et condamné à mort les dirigeants terroristes de la communauté internationale: Jorge Reina, Juan Almendarez, Ramón Custodio, Anibal Puerto et Héctor Hernández.

Jorge Arturo Reina, avocat, est un ancien membre du parti libéral; le Docteur Juan Almendarez Bonilla, médecin, ancien recteur de l'université du Honduras, est un dirigeant du Comité hondurien d'action pour la paix; le Docteur Ramón Custodio López et Oscar Anibal Puerto sont président et vice-président du Comité pour la défense

des droits de l'homme, l'agence non gouvernementale de surveillance des droits de l'homme au Honduras; et Héctor Hernández Fuentes est président de la Federación Unitaria de Trabajadores (fédération syndicale du centre-gauche). L'une des personnes mentionnées dans le message radio aurait reçu des menaces par téléphone.

En avril 1988, des affaires diffamatoires avec le sigle de l'AAA et les photos de vingt-deux syndicalistes défenseurs des droits de l'homme et étudiants, accusés "de semer les graines de la haine, de la terreur et de la destruction au Honduras" avaient été placardées sur les murs de Tegucigalpa et de San Pedro Sula. Quatre des personnes actuellement menacées figuraient sur les affiches. Deux autres, les étudiants Mario Roberto Urquia et Marvin Munguia ont été arrêtés par la Dirección nacional de Investigaciones (DNI) le lendemain de l'apparition des affiches. Au cours des mois suivants, des coups de feu ont été tirés contre les maisons d'autres personnes et le sigle de l'AAA a été peint sur les murs. En octobre 1988, une religieuse catholique a été enlevée, interrogée et menacée par des individus se disant membres de ce groupe.

Les organisations des droits de l'homme au Honduras affirment que l'AAA opère avec l'aide des forces armées. En 1986 et 1987, des actes violents d'intimidation et de harcèlement, semblables à ceux perpétrés actuellement au nom de l'AAA et dirigés souvent contre les mêmes personnes, étaient attribués au bataillon 3-16 (unité de renseignement militaire), accusé d'être responsable des exécutions extrajudiciaires et des "disparitions" des années précédentes. D'après des témoignages recueillis par Amnesty International auprès d'officiers ayant servi dans cette unité, le bataillon 3-16 a été créé par le général Álvarez à la fin des années 70 et continue à opérer à partir d'une base secrète. Les officiels de l'armée ont assuré que le rôle de cette unité consistait exclusivement à recueillir des informations. En novembre 1988, Fausto Reyes Caballero, ancien sergent de police ayant collaboré avec le bataillon 3-16, a cependant affirmé que ce sont des membres de cette unité qui ont assassiné en janvier 1988 Miguel Pavin, président de la section de San Pedro Sula de la CODEH et Moises Landaverde, enseignant et syndicaliste.

D'autre part, Miguel Angel Pavin a témoigné contre le gouvernement du Honduras devant la Cour interaméricaine des droits de l'homme suite à la "disparition" d'un étudiant en 1981. Pour cela il a été accusé d'avoir pris part à des activités "antidémocratiques et subversives" contre le Honduras par une campagne d'affiches anonymes en 1987, et a reçu par la suite des menaces de mort.

Amnesty International renouvelle ses appels au gouvernement du Honduras afin qu'il enquête sur les menaces qui seraient proférées contre les militants des droits de l'homme par des agences gouvernementales ou par des groupes agissant avec son approbation, et qu'il les traduise en justice.

3 février 1989

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 340 F - Etranger 400 F - Avion 470 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441